



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



# BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE DE L'OUEST

(HORS NIGÉRIA-GHANA)

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

D'ABIDJAN

N° 419 – 22 octobre 2021

## Zoom sur le Rapport 2021 sur les PMA, publié par la CNUCED

Dans le cadre de négociations pour un nouveau programme d'action en faveur des Pays les moins avancés (PMA) pour la décennie 2022-2031, la Conférence des nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) [a publié son Rapport 2021 sur le développement des PMA](#).

Créée il y a 50 ans, la catégorie des PMA comporte actuellement 46 pays (33 en Afrique, 9 en Asie, 3 dans le Pacifique et 1 dans les Caraïbes). Les PMA bénéficient en général de subventions, d'un accès préférentiel aux marchés (dans le cadre du commerce international) et d'une assistance technique spéciale. Toutefois, les problèmes de développement des PMA sont restés globalement les mêmes au cours de ces 50 ans, et leur marginalisation dans le commerce international a persisté.

L'inclusion ou la sortie de la liste des PMA est fondée sur 3 critères : (i) le revenu par habitant ; (ii) le capital humain et (iii) la vulnérabilité économique et environnementale. A noter cependant que le **consentement du pays concerné est requis pour l'obtention du statut de PMA**.

### 📌 La pandémie à COVID-19 accentuerait les inégalités

Si le PIB des PMA a été multiplié par 5 entre 1971 et 2019, correspondant à une croissance moyenne annuelle de 3,7% sur la période (tandis que la moyenne mondiale s'est établie à 3,1% sur la même période), les indicateurs de développement demeurent faibles. En particulier, le taux brut de scolarisation dans le secondaire demeure en dessous de 50% en moyenne dans les PMA (47% en 2020).

Par ailleurs, la pandémie à COVID-19 a mis en exergue l'accroissement des inégalités au niveau mondial. En juin 2021, environ 2% de la population des PMA étaient vaccinés contre 41% dans les pays développés. Une situation qui risque d'engendrer une reprise économique différenciée où les économies des PMA seront pénalisées (échanges, tourisme, IDE). En effet, selon le rapport, 4 facteurs pourraient entraver la croissance des PMA à moyen terme : (i) le report et l'annulation de plans d'investissement ; (ii) les perturbations **généralisées de la scolarisation et de l'apprentissage** ; (iii) la propagation des faillites, engendrant des pertes d'emplois et entravant l'entrepreneuriat ; (iv) la restructuration des chaînes de valeur, qui risque de nuire à la compétitivité des PMA.

## LE CHIFFRE À RETENIR

12

Le nombre de PMA en Afrique de l'ouest (sur 16 pays)

## Les PMA en Afrique de l'ouest au nombre de 12

En Afrique de l'Ouest, 12 pays appartiennent à la catégorie des PMA. Et, du fait de leur situation économique, sociale et environnementale, peu de pays sont enclins à sortir de cette catégorie. En effet, 8 pays sur 12 (Bénin, Burkina Faso, Gambie, Guinée-Bissau, Libéria, Mali, Niger, Sierra Leone) ne répondent favorablement à aucune des conditions d'éligibilité à la sortie de la liste en 2021. Toutefois, 3 pays ont atteint le seuil de sortie pour au moins une condition : la Guinée et le Togo (critère de vulnérabilité économique et environnementale) ainsi que la Mauritanie (critère de revenu par habitant). Enfin, le Sénégal a atteint les seuils de sortie pour 2 critères sur 3 (revenu par habitant et capital humain) et pourra envisager une sortie de la liste des PMA s'il maintient ses performances lors de la prochaine revue triennale en 2024.

### *Score des PMA selon les différents critères*

Pays	RNB/habitant (Seuil de sortie : $\geq 1230$ USD)	Indice de vulnérabilité économique et environnementale (Seuil de sortie : $\leq 32$ )	Indice de capital humain (Seuil de sortie $\geq 66$ )
Bénin	839	33	49
Burkina Faso	707	49	57
Gambie	662	56	60
Guinée	814	27	38
Guinée-Bissau	692	40	38
Libéria	401	40	46
Mali	810	49	45
Mauritanie	1 600	45	54
Niger	509	48	34
Sénégal	1 317	43	66
Sierra Leone	537	37	41
Togo	618	25	59
Moyenne PMA	1 260	39	56

Source : CNUCED

## Régional

### Stabilisation des prix de certaines céréales au cours du mois de septembre

Selon [l'Organisation des Nations-Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture \(FAO\)](#), au cours de mois de septembre, les prix de certaines céréales se sont stabilisés ou ont diminué par rapport au mois précédent dans la plupart des pays en Afrique de l'ouest, principalement en raison de l'arrivée des récoltes locales sur le marché. A titre d'exemple, au Niger, le prix à Niamey du mil a baissé de 1,8% et celui du sorgho est resté identique par rapport au mois précédent. Toutefois, les prix demeurent pour la plupart plus élevés comparativement à leur niveau à la même

période l'année précédente, soutenus par une forte demande, des coûts de production élevés et des perturbations continues des activités agricoles et des marchés dues à l'insécurité prolongée dans plusieurs régions du Sahel. Ainsi, les prix du sorgho sont en hausse à Ouagadougou (+11,8% en g.a) et à Bamako (+16,1%).

## Bénin

### Lagazel ouvre une unité de fabrication de lampes et de kits solaires

Le 7 octobre 2021, a eu lieu [l'inauguration](#) par la société française Lagazel d'une fabrique de lampes et kits solaires. Ces derniers seront destinés à l'éclairage, à la recharge de téléphone et à l'alimentation de petits équipements

électriques. L'usine emploiera une dizaine de techniciens spécialement formés pour réaliser des tâches comme la soudure électronique, la mise en forme des pièces métalliques ou le contrôle de la qualité. Cette unité de production, 2<sup>ème</sup> de l'entreprise en Afrique, après le Burkina Faso, s'inscrit dans l'objectif de Lagazel d'ouvrir cinq ateliers sur le continent.

## 🍷 Burkina Faso

Diminution de 18,4% en g.a. de la production industrielle au 2<sup>ème</sup> trimestre

D'après l'Institut national de la statistique et de la démographie ([INSD](#)), la production industrielle a diminué de 18,4% au 2<sup>ème</sup> trimestre 2021 en glissement annuel (g.a.). Cette évolution se justifie par le recul de la production des industries extractives (-33,4% en g.a.). A noter toutefois que l'activité de production et distribution d'électricité et de gaz a progressé (+4,3% en g.a.), tout comme la fabrication de papier et de carton (+48,9% en g.a.) ainsi que d'ouvrages en métaux (+255,8% en g.a.).

## 🍷 Côte d'Ivoire

L'OCDE relève la note du pays de 6 à 5

Le 15 octobre 2021, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) [a procédé](#) à l'actualisation de sa classification du risque pays. La note de la Côte d'Ivoire a ainsi été relevée de 6 à 5, sur une échelle de 0 (meilleure notation) à 7 (moins bonne notation). Elle intègre désormais le top 5 des pays africains les mieux notés par l'institution et est à égalité avec l'Égypte, l'Algérie et le Sénégal. Les classifications des risques pays servent à fixer les taux de prime minimums des crédits à l'exportation, destinés à couvrir le risque de non remboursement et qui s'ajoutent au taux d'intérêt. En conséquence, grâce à l'évolution positive de sa classification, la Côte d'Ivoire bénéficiera d'une prime d'assurance plus faible.

## Adoption le projet de budget de l'Etat pour 2022

Le 20 octobre 2021, le Conseil des Ministres [a adopté](#) le projet de loi de finances portant budget de l'Etat pour l'année 2022. Ce dernier s'équilibre en ressources et en charges à 9 901,1 Mds FCFA (15,1 Mds EUR), soit une augmentation de 17,9% par rapport à la Loi de Finances initiale (LFI) de 2021. Le déficit du solde budgétaire devrait s'améliorer pour ressortir à 4,7% du PIB en 2022 contre 5,6% en 2021. Selon le gouvernement, ce budget se consacrera entre autre à : (i) atténuer les externalités négatives liées à la pandémie à COVID-19 ; (ii) la mise en œuvre du Plan national de développement (PND) 2021-2025.

## Accord pour l'adhésion à l'Agence Africaine du médicament

Le Conseil des Ministres [a donné](#) son accord, le 20 octobre, pour l'adhésion de la Côte d'Ivoire à l'Agence Africaine du Médicament. Cette institution régionale, créé en février 2019, a pour ambition de renforcer la capacité des pays en matière de régulation des produits médicaux, de lutte contre les faux médicaments et de consolidation des systèmes nationaux de santé. Parallèlement, un projet de loi autorisant la ratification de la Convention du Conseil de l'Europe sur la contrefaçon des produits médicaux a également été adopté. Celle-ci, nommée "Convention MédiCrime", sensibilise notamment sur la nocivité des médicaments contrefaits et leur trafic, et encourage la mise en place d'un dispositif de contrôle de la conformité en coopération avec tous les états signataires.

## Restitution d'une étude sur les besoins des commerçants transfrontaliers

La Chambre de commerce et d'industrie de Côte d'Ivoire (CCI-CI) [a présenté](#), le 19 octobre 2021, les conclusions d'une étude portant sur l'évaluation des besoins des commerçants transfrontaliers en Côte d'Ivoire. Ainsi, les principaux besoins identifiés concernent le

financement, l'appui technique, l'élaboration de plans d'affaire et la mise en place de réseaux pour le partage d'informations commerciales. En outre, 4 défis majeurs ont été relevés : (i) l'amélioration du fonctionnement administratif et la formation des membres des organisations de commerçants ; (ii) la disponibilité de l'information commerciale et des appuis financiers ; (iii) l'appropriation des réglementations des différents pays et (iv) la libre circulation et le relèvement des infrastructures des marchés. Réalisée dans le cadre du [Trade Facilitation West Africa Program](#) qui est soutenu entre autres par la Banque Mondiale et l'agence de coopération allemande GIZ, en partenariat avec la CEDEAO et l'UEMOA, cette étude a mobilisé 4 grandes faitières des commerçants transfrontaliers.

## 📍 Gambie

### Examen du projet de budget 2022 de l'Etat à l'assemblée nationale

Le ministre des Finances et des Affaires économiques [a présenté](#) à l'Assemblée nationale le projet de budget de l'Etat pour l'année 2022. Les recettes et dons en 2022 devraient atteindre 29,9 Mds GMD (494,2 M EUR), soit une hausse de 16% par rapport à la LFR 2021, en lien avec l'augmentation prévue (+13,9%) des recettes fiscales à 13,9 Mds GMD (229,8 M EUR). Les dépenses totales et les prêts nets devraient atteindre 32,1 Mds GMD (530,6 M EUR), soit une progression de 1,3% par rapport à la LFR 2021, en lien avec la forte croissance des dépenses d'investissement (+159,6% par rapport à la LFR 2021) à 12,2 Mds GMD (201,7 M EUR). Selon le ministre, le budget 2022 accordera la priorité aux mesures de protection sociale pour les groupes vulnérables en vue d'une croissance inclusive. En outre, le gouvernement poursuivra la construction de plusieurs projets routiers tels que la route Nuimi-Hakalang, la route de Sankandi et le projet de réhabilitation de Banjul.

## 📍 Guinée

### La balance commerciale positive au 2<sup>ème</sup> trimestre 2021

Selon [le tableau de bord mensuel de l'économie guinéenne](#), les échanges de la Guinée avec le reste du monde au 2<sup>ème</sup> trimestre 2021 se sont soldés par une capacité de financement de 1 250,2 M USD, contre une capacité de financement de 902,8 M USD au 2<sup>ème</sup> trimestre de l'année précédente. Ce solde positif de la balance des paiements s'explique notamment par l'évolution positive de la balance commerciale. En effet, au 2<sup>ème</sup> trimestre 2021, les exportations se sont élevées à 2 375,1 M USD (dont 52% pour l'or non monétaire) et les importations à 1 026,3 M USD, soit un solde commercial positif de 1 348,8 M USD.

### Inflation à +13,1% en g.a. en septembre

Selon [l'Institut national de la statistique](#) (INS), le taux d'inflation est ressorti à +13,1% en glissement annuel (g.a.) en septembre 2021, contre +13,5% en g.a. le mois précédent. L'inflation a notamment été portée par le renchérissement des prix des biens d'ameublement, d'équipement et ménagers (+27,7% en g.a.) et celui des produits alimentaires, boissons et tabac (+16,1% en g.a.), en lien avec la forte hausse des prix des légumes (+34,1% en g.a.) et de la viande (+30,8% en g.a.). Pour l'ensemble de l'année 2021, le FMI table sur un niveau d'inflation moyen à +11,6%.

## 📍 Guinée-Bissau

### Lancement prochain de la vaccination de masse contre la COVID-19

Selon le Secrétaire général du Haut-commissariat à la lutte contre la COVID-19, la Guinée-Bissau lancera le 25 octobre 2021 une campagne de vaccination de masse contre la COVID-19 avec pour objectif d'atteindre 70% de la population vaccinée d'ici la fin de l'année. Le gouvernement

devrait mobiliser environ 1 M USD pour mettre en **œuvre cette campagne**. A la date du 21 octobre, on note 6 131 cas confirmés de COVID-19, dont 141 décès.

## 🇲🇱 Mali

### 20 M USD de l'USAID pour la santé et l'éducation

Le 21 octobre 2021, l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID) a accordé [un financement](#) de 5 M USD pour soutenir l'éducation des enfants dans les régions de Gao, Kidal et Tombouctou. Il permettra : (i) un retour des enfants à l'apprentissage ; (ii) de construire et rouvrir les écoles fermées et de (iii) fournir des services psychosociaux aux enfants. Par ailleurs, l'USAID a annoncé le 22 octobre 2021 fournir [un second financement](#) de 15 M USD destiné à renforcer sur 5 ans les systèmes de santé et la qualité des services dans les districts de Gao et Tombouctou, au Nord du Mali.

## 🇲🇷 Mauritanie

### Adoption du projet de budget 2022

Lors du Conseil des Ministres du 15 octobre 2021, le gouvernement [a approuvé](#) le projet de loi portant Loi de Finances 2022. Les dépenses de l'Etat s'élèveront à 88,5 Mds MRU (2,1 Mds EUR), soit une hausse de 11% par rapport à la LFR 2021, en lien avec l'augmentation (+24%) des dépenses d'investissement à 35,3 Mds MRU (835,6 M EUR). Concernant les recettes budgétaires, elles sont prévues à 75 Mds MRU (1,8 Md EUR), soit une augmentation de 7,1% par rapport à la LFR 2021. Ainsi, le déficit budgétaire devrait s'établir à 13,5 Mds MRU (319,6 M EUR ; soit 5% du PIB), contre 10 Mds MRU (236,7 M EUR) pour la LFR 2021.

### La BNM octroie une ligne de crédit de 23,7 M EUR au Ministère de l'Elevage

Le 14 octobre 2021, [s'est tenue](#) la cérémonie de signature d'une convention entre la Banque

nationale de Mauritanie (BNM) et le Ministère de l'Elevage, portant sur la mise en place d'une ligne de crédit de 1 Md MRU (23,7 M EUR) en faveur du ministère. Ce financement, d'une durée de remboursement de 5 ans, vise à accompagner les acteurs du secteur de l'élevage dans leur développement.

## 🇳🇮 Niger

### Adoption d'un 2<sup>nd</sup> projet de LFR 2021

Le 14 Octobre 2021, le Conseil des Ministres [a adopté](#) un Projet de loi portant 2<sup>ème</sup> rectification de la loi de finances pour l'année 2021. Initialement, le budget de l'Etat a été fixé à 2 644,5 Mds FCFA (4 Mds EUR) en LFI 2021. Suite aux élections de 2020 et 2021 et à l'installation de nouvelles autorités, il a été révisé une première fois à la hausse (+6,9%) pour s'établir à 2 826,1 Mds FCFA (4,3 Mds EUR). Enfin, à la suite de l'obtention de nouveaux financements, une deuxième rectification a été apportée au budget 2021 qui s'établit désormais à 2 883,7 Mds FCFA (4,4 Mds EUR), soit une hausse de 2% par rapport à la première LFR.

## 🇸🇳 Sénégal

### Financement Mourabaha de 100 M EUR de l'ITFC en faveur de la SENELEC

La Société internationale islamique de financement du commerce (ITFC), membre du groupe de la Banque islamique de développement (BID) [a accordé](#), le 20 octobre 2021, un financement Mourabaha de 100 M EUR à la Société nationale sénégalaise d'électricité (SENELEC). Il visera à couvrir 19% des besoins de **financement de la société pour l'achat de produits pétroliers raffinés**. Par cette action, l'ITFC vise à soutenir les efforts du gouvernement dans le cadre de sa politique d'accès universel à l'électricité.

## Inflation à +3% en septembre en g.a.

Selon l'Agence nationale de la statistique et de la démographie ([ANSD](#)), le taux d'inflation est ressorti à +3% en glissement annuel (g.a.) en septembre 2021, contre +2,6% en g.a. le mois précédent. Cette **accélération de l'inflation** est en lien avec le renchérissement des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+4,4% en g.a.) ; des meubles, articles de ménages et entretien courant du foyer (+3,2% en g.a.) ainsi que des biens et services de logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles (+2,1% en g.a.). A l'inverse, l'inflation a été atténuée par la baisse des prix des communications (-5,5% en g.a.). Pour l'ensemble de l'année 2021, le FMI table sur un niveau d'inflation moyen à +2,4%.

## Sierra Leone

### Bonne progression du marché des services financiers numériques

Selon le [Rapport 2020 sur le marché des services financiers numériques \(SFN\) en Sierra Leone](#), la pandémie à COVID-19 a accéléré la croissance de ce secteur dans le pays. En effet, au dernier trimestre 2020, on dénombre près de 2,2 M de comptes actifs contre 1,4 M sur la même période de l'année précédente, soit une progression de 57%. Aussi, le nombre de transactions effectuées via les SFN a atteint 14,3 M en décembre 2020, soit une augmentation de 32% par rapport à décembre 2019. La valeur des transactions a augmenté plus rapidement, se situant à 1,7 Md

SLL (164 M USD) en 2020, soit une hausse annuelle de 69%. **Le rapport, publié par l'UNCDF** et la banque centrale de la Sierra Leone, estime que 4 éléments permettront de poursuivre l'expansion des SFN, à savoir : (i) l'amélioration de l'accès aux infrastructures numériques ; (ii) une plus grande culture financière et numérique ; (iii) **La mise en œuvre du principe de protection des consommateurs et des données** ; (iv) la mise en place d'une interopérabilité entre les acteurs au niveau national et transfrontalier.

## Togo

### Inflation des biens alimentaires à +12,5% en g.a. en septembre 2021

Selon l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques ([INSEED](#)), le taux d'inflation est ressorti à +5,7% en glissement annuel (g.a.) en septembre 2021, contre +6,8% en g.a. le mois précédent. L'inflation a notamment été portée par le renchérissement des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+12,5% en g.a.), particulièrement les huiles et graisses (+28,9% en g.a.), les tubercules et plantains (+18,9% en g.a.) et la viande (+16,8% en g.a.). Seuls les prix des biens et services de l'enseignement ont connu une baisse (-2,5% en g.a.) en septembre.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.trésor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.trésor.economie.gouv.fr/tresor-international)



Responsable de la publication : Service économique **régional d'Abidjan**  
Rédacteurs : Service économique **régional d'Abidjan, services économiques de Bamako, Dakar, Lomé et Ouagadougou, antennes de Conakry et Nouakchott**

Pour s'abonner

[abidjan@dgtresor.gouv.fr](mailto:abidjan@dgtresor.gouv.fr)